

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
POUR L'AMENAGEMENT DE LA ZONE « ILBARRITZ MOURISCOT »**

SIEGE : HOTEL DE VILLE DE BIARRITZ (64200)

TEL. : 05.59.41.59.41

**PROCES VERBAL
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 10 FEVRIER 2025**

Le Conseil d'Administration du SIAZIM s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bidart, Place Sauveur-Atchoarena, lundi 10 février 2025 à 16h00, sur invitation, en date du 4 février 2025, adressée par Madame Maider AROSTEGUY, Présidente.

Présents : Mme Maider AROSTEGUY – M. Emmanuel ALZURI - M. Edouard CHAZOILLERES - M. Marc BERARD - M. Marc CAMPANDEGUI - Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS - M. Michel LABORDE

Secrétaire de séance : Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS

Excusés : Mme Valérie SUDAROVICH (procuration à Monsieur Michel LABORDE), M. Brice MORIN

Madame AROSTEGUY procède à l'appel. Le quorum est atteint.

Madame Maider AROSTEGUY

1. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 18 décembre 2024

Il est demandé d'approuver le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du SIAZIM du 18 décembre 2024.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

◆◆◆◆

Madame Maider AROSTEGUY

2. Délégations d'attributions à la Présidente du Conseil d'Administration du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Zone Ilbarritz Mouriscot (SIAZIM)

Par délibération en date du 23 juillet 2020, le Conseil d'Administration du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Zone Ilbarritz Mouriscot (SIAZIM) a approuvé les délégations d'attribution du Conseil d'administration à Madame la Présidente.

Toutefois, un certain nombre de délégations de cette délibération faisaient référence à la notion de Commune au lieu de Syndicat et faisaient également référence à un Conseil municipal au lieu d'un Conseil d'administration.

Ces mentions, même marginales, pouvant être génératrices de risques juridiques en particulier en cas de recours, il est proposé au Conseil d'administration de substituer à la délibération du 23 juillet 2020 la présente délibération.

L'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales dispose que le Président, le vice-président ayant reçu délégation ou le Conseil d'administration du SIAZIM dans son ensemble peuvent recevoir une partie des attributions de l'organe délibérant, à l'exception :

- Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- De l'approbation du compte administratif ;
- Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- De la délégation de la gestion d'un service public ;
- Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Les délégations relatives à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement général des conseils municipaux des communes membres du Syndicat.

En conséquence, vu la délibération du Conseil d'administration en date du 23 juillet 2020 portant élection de la Présidente et du Vice-président, et considérant qu'il est dans l'intérêt de la bonne marche de l'administration de permettre à la Présidente, et si cette dernière le souhaite, au Vice-président, d'intervenir sur délégations du Conseil dans les domaines suivants :

01	Arrêter et modifier l'affectation des propriétés du syndicat utilisés par les services du syndicat et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés du Syndicat
02	Fixer, dans les limites déterminées par le Conseil syndical, les droits prévus au profit du Syndicat qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées
03	<p>Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires.</p> <p><u>Les emprunts souscrits pourront :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Être à court, moyen ou long terme, - Être libellés en euros ou en devises, - Offrir la possibilité d'un différé total ou partiel d'amortissement et/ou d'intérêt, - Être à taux d'intérêts fixes et/ou indexé (révisable ou variable, le cas échéant plafonné) à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions réglementaires applicables en cette matière. <p>En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après définies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des droits de tirage échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissements, - La faculté de modifier la périodicité et le profil des remboursements. <p>Par ailleurs, la Présidente pourra exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial, une ou plusieurs caractéristiques ci-dessus</p>

04	Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget
05	Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans
06	Passer les contrats d'assurance, ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférents
07	Créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement du Syndicat
08	Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges
09	Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €uros
10	Fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts
11	Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Zone d'Ilbarritz Mouriscot (SIAZIM) à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes
12	Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme
13	Exercer au nom du Syndicat, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que le Syndicat en soit titulaire directement ou par substitution, ou délégataire, dans les cas où le Syndicat est compétent
14	<p>Intenter au nom du Syndicat les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre elle, dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En première instance, - A hauteur d'appel et au besoin en cassation, - En demande ou en défense, - Par voie d'action ou par voie d'exception, - En procédure d'urgence, - En procédure au fond, - En procédure de constitution civile devant les juridictions pénales - Dans les instances précontentieuses - Devant les juridictions administratives ou judiciaires, répressives et non répressives, de conciliation, devant le tribunal des conflits et autres juridictions <p>De transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € à l'occasion d'une action intentée par le Syndicat ou dirigée contre elle</p>
15	Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules du Syndicat dans la limite de 7 500€ par accident
16	De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article <u>L. 311-4</u> du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article <u>L. 332-11-2</u> du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux

17	Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1 M€
18	D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom du Syndicat et dans les conditions fixées par le Conseil d'administration, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code
19	D'exercer au nom du Syndicat le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le Conseil d'administration
20	De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire du Syndicat
21	De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le Conseil d'administration, l'attribution de subventions
22	D'autoriser, au nom du Syndicat, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre
23	Procéder au dépôt de toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens du Syndicat
24	D'exercer, au nom du Syndicat, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation
25	D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement

La Présidente doit rendre compte des décisions ainsi prises à chacune des réunions du Conseil du Syndicat.

D'autre part, Il est demandé au Conseil d'administration, d'autoriser la Présidente, en application de l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, à déléguer au vice-président, toute ou partie, des compétences déléguées ci-dessus, en cas d'empêchement de la Présidente.

ADOpte A L'UNANIMITE



Madame Maider AROSTEGUY

3. Adhésion à un groupement de commandes entre le Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Zone Ilbarritz Mouriscot (SIAZIM) et la SEM des golfs de Biarritz pour la passation de marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux pour la relocalisation de trous du CIEG d'Ilbarritz et la réfection de son système d'arrosage

Le code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes.

Ces groupements ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats.

Le Siazim est amené à travailler depuis l'année 2024 sur un projet de relocalisation de plusieurs trous du CIEG d'Ilbarritz.

En effet, au sud-ouest du golf, trois trous sont menacés à très court terme par l'érosion du littoral et le recul du trait de côte. A cet endroit, la stratégie locale de gestion des risques littoraux prévoit un recul des installations et il n'est pas envisagé de travaux lourds pour conforter la falaise.

En conséquence, le contrat de concession signé en avril 2022 avec la SEM de la Société des Golfs de Biarritz prévoit que des travaux de relocalisation de ces trous soient réalisés par le SIAZIM, en collaboration avec le délégataire.

Cette relocalisation doit prendre en compte à minima la projection du trait de côte à l'horizon 2043, voire à 100 ans selon la reconfiguration qui sera proposée.

De son côté, l'exploitant doit assurer la rénovation de toute l'installation d'arrosage, en interface étroite avec ces travaux.

La complexité globale de cette opération et la nécessaire cohérence entre la relocalisation et la rénovation du système d'arrosage justifient qu'un seul maître d'œuvre soit retenu pour élaborer leur conception.

Le SIAZIM propose également, pour une économie de moyens et pour plus de facilité d'intervention de constituer un groupement de commande pour les marchés de travaux et de prestations complémentaires nécessaires pour le bon déroulement de l'opération.

En conséquence, il est proposé au conseil d'administration du syndicat la constitution d'un groupement de commande dont sera également membre la Société des Golfs de Biarritz, conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique.

Ce groupement est constitué :

- Pour la passation du marché de maîtrise d'œuvre.
- Pour la passation de l'ensemble des futurs marchés de travaux.

Le SIAZIM assurera les fonctions de coordonnateur du groupement.

A ce titre, le syndicat procèdera à l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants pour chacun de ces marchés, ainsi qu'à leur signature, et à leur notification.

L'exécution en sera assurée par chaque membre du groupement.

Les modalités précises d'organisation et de fonctionnement du groupement sont formalisées dans la convention constitutive jointe au présent rapport.

La convention constitutive sera soumise dans les mêmes termes à l'approbation du Conseil d'Administration de la Société des Golfs de Biarritz.

La commission d'appel d'offres (CAO) du groupement est la CAO du coordonnateur composée dans les conditions de l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

En conséquence, il apparaît aujourd'hui nécessaire :

- D'autoriser la constitution d'un groupement de commande pour la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre, des marchés de travaux, et des marchés de différentes prestations complémentaires nécessaires pour la relocalisation de trous du CIEG d'Ilbarritz et la réfection de son système d'arrosage ;
- D'accepter les termes de la convention constitutive du groupement, annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame la Présidente à signer la convention ainsi que tous les autres documents notamment les avenants à la convention constitutive de groupement en cas de retrait.

ADOpte A L'UNANIMITE

◆◆◆◆

Madame Maider AROSTEGUY

4. Remise gracieuse de dette - Décision

Le SIAZIM a signé, le 2 avril 2021, un contrat d'occupation du domaine public pour l'exploitation d'une buvette sur la plage d'Ilbarritz avec Monsieur Dominique Aguerre.

Ce contrat, qui s'est terminé le 31 décembre 2024, prévoyait le versement d'une redevance annuelle correspondant à 8 % du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par l'établissement.

Un premier titre de recettes correspondant au premier appel de fonds pour l'année 2024 a été émis pour un montant de 20 617.85 € TTC le 5 juillet 2024.

Malheureusement, Monsieur Aguerre, pour des raisons personnelles, n'a pas été en mesure d'assurer des conditions d'exploitation satisfaisantes sur le deuxième semestre 2024 et sa société est donc confrontée à des difficultés financières importantes.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé au Conseil d'Administration de limiter le montant du deuxième appel de fonds de redevance 2024 à la somme de 10 000 € TTC afin que la société de Monsieur Aguerre puisse être en mesure d'honorer le règlement de sa redevance 2024.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues :

- de fixer le montant de la redevance d'exploitation 2024 demandée à Monsieur Dominique Aguerre à la somme de **30 617.85 € TTC**.

ADOpte A L'UNANIMITÉ



Madame Maider AROSTEGUY

5. Rapport d'orientations budgétaires 2025 - Présentation et débat

En application de l'article L 2312-1 du Code général des collectivités territoriales, il est présenté au conseil d'administration du SIAZIM, le rapport d'orientations budgétaires 2025 qui doit faire l'objet d'un débat au sein de l'assemblée délibérante.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration est invité par un vote à prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2025 et de l'existence du rapport sur la base duquel s'est tenu ce débat.

ADOpte A L'UNANIMITÉ



Madame Maider AROSTEGUY

6. Compte rendu des décisions de la Présidente en application de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales

J'ai l'honneur de vous rendre compte de la signature de l'avenant à un marché public

Marché	Titulaire	Objet	Montant
Mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation des locaux du Centre de Loisirs Jeunesse de la Milady	GroupeMENT DELANNE - CANBANTOUS (mandataire) / ENERGECO / N3C	Fixation du forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre à l'issue de la phase APD (conformément au contrat de maîtrise d'œuvre)	Forfait définitif de rémunération : 44 841,56 € H.T.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION PREND ACTE DU COMPTE RENDU.

◆◆◆◆

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h50.